

Situation Mensuelle de l'Etat



Novembre 2021



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dettes financières de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -181,019 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin novembre 2021 s'élève à -181,019 Md€ contre -187,914 Md€ à fin novembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+6,895 Md€) s'explique par une

hausse des dépenses nettes de 28,021 Md€, une hausse des recettes nettes de 33,260 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 1,657 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 384,499 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,384 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,961 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,988 Md€) et du programme « Enseignement privé du premier et du second degrés » (0,616 M€) ;

► **Mission Défense** : 3,811 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,715 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (1,093 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,842 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 3,121 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (1,522 Md€) et du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (0,851 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin novembre 2021 s'élèvent à 384,499 Md€ contre 356,478 Md€ à fin novembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+28,021 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention pour 23,187 Md€ (essentiellement la mission « Plan de relance » pour 13,137 Md€, mission créée en LFI 2021, et la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 6,026 Md€, mission mise en œuvre à compter d'avril en 2020), des charges de la dette de l'Etat pour 2,215 Md€ (hausse prévue en lois de finances), des dépenses d'investissement pour

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 2,104 Md€, principalement au titre du programme « Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire » (1,500 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,827 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,963 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,774 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,735 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,793 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,479 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (0,991 Md€).

1,958 Md€ (principalement la mission « Défense » pour 1,245 Md€), des dépenses de personnel pour 1,664 Md€ (hausse prévue en lois de finances) et des dépenses d'opérations financières pour 0,791 Md€.

Ces augmentations sont partiellement compensées par une baisse des dépenses de fonctionnement à hauteur de 1,793 Md€ (essentiellement la mission "Plan d'urgence face à la crise sanitaire" pour -7,341 Md€, en raison de renforcements exceptionnels du CS "Participations financières de l'Etat" intervenus en août et novembre 2020).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 209,372 Md€

Les principales recettes du mois

► **IR net** : 11,410 Md€, notamment au titre de la 3^{ème} échéance du solde de PAS 2020 ;

► **TVA nette** : 8,863 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 3,601 Md€, dont 1,929 Md€ de taxe d'habitation sur les résidences principales, essentiellement au titre de l'échéance au 15 novembre ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,223 Md€, dont 1,481 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,692 Md€ ;

► **Fonds de concours** : 1,196 Md€, dont 0,762 Md€ de contribution de France compétences au plan d'investissement dans les compétences ;

► **Amendes, sanctions pénalités et frais de poursuite** : 0,597 Md€, dont une sanction de 0,500 Md€ payée par la société Google France ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,093 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,885 Md€, principalement au titre de la DGF (-2,002 Md€) et du FCTVA (-0,998 Md€).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 247,328 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin novembre 2021 s'élèvent à 247,328 Md€ contre 213,598 Md€ à fin novembre 2020 à périmètre constant.

L'évolution s'élève à +33,730 Md€.

Les recettes d'IS net sont en baisse de 0,439 Md€. Des hausses sont constatées en recettes de TVA nette pour 14,363 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de TVA brute de 14,110 Md€), de TICPE nette pour 4,353 Md€ (essentiellement en raison d'une hausse de TICPE brute de 4,067 Md€),

d'IR net pour 4,266 Md€ (en raison d'une baisse des R&D de 2,627 Md€ et d'une hausse d'IR brut de 1,638 Md€) et en autres recettes fiscales nettes pour 11,189 Md€ (notamment du fait de l'augmentation des recettes brutes de « mutations à titre gratuit » ainsi que de « retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes »).

Recettes non fiscales : 17,844 Md€

Les recettes non fiscales à fin novembre 2021 s'élèvent à 17,844 Md€ contre 12,300 Md€ à fin novembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,544 Md€) s'explique

principalement par un versement de l'UE à hauteur 5,118 Md€ pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -62,762 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin novembre 2021 s'élèvent à -62,762 Md€ contre -57,483 Md€ à fin novembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,279 Md€) s'explique par des

augmentations des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 3,559 Md€ et au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,721 Md€ (hausses des prélèvements prévues en lois de finances).

Fonds de concours : 6,961 Md€

Les fonds de concours à fin novembre 2021 s'élèvent à 6,961 Md€ contre 7,697 Md€ à fin novembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,736 Md€) s'explique notamment par les versements intervenus en 2020 dans le cadre de la crise sanitaire.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -5,892 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,968 Md€ et des recettes pour 7,430 Md€ (essentiellement au titre de reversements de TVA, pour 2,744 Md€, intervenant dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de la baisse des impôts de production, ainsi qu'au titre du dégrèvement barémique de CVAE pour 2,160 Md€, au titre de la TH pour 0,968 Md€ et de la TF pour 0,910 Md€) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie** » affiche des dépenses pour 1,618 Md€ (essentiellement au titre des intérêts des OAT à taux fixes pour 1,544 Md€).

Le solde des comptes spéciaux à fin novembre 2021 s'élève à -5,892 Md€ contre -7,549 Md€ à fin novembre 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,657 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes de concours financiers de +7,520 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour +5,345 Md€, en raison d'une baisse des dépenses et d'une hausse des recettes de CFE/IFER et de TF, ainsi que le compte « Prêts à

des Etats étrangers » pour +1,278 Md€, suite à des remboursements de prêts octroyés par l'AFD).

Cette hausse est partiellement compensée par une diminution du solde des comptes d'affectation spéciale de -5,836 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour -5,802 Md€, essentiellement en raison de la baisse des abondements du compte par le BG en 2021 pour 5,328 Md€ et de la cession de titres La Poste en mars 2020 pour 1,062 Md€).

Dette financière de l'Etat au 30 novembre : 2 174,090 Md€

La dette financière est en augmentation de 143,896 Md€ depuis le début de l'année 2021.

Les principaux flux nets concernent la hausse

des titres négociables nets de remboursement pour 144,030 Md€ (dont les OAT pour 139,841 Md€ et les BTF pour 4,189 Md€).



	Mois	Cumul à fin novembre		Renvoi Page	
	Novembre	2021	2020 retraité		2020 exécuté
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-9 399	-181 019	-187 914	-176 848	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	28 495	384 499	356 478	350 806	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	22 262	209 372	176 112	179 422	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	11 410	67 275	63 009	63 009	
- IS *	-267	23 594	24 033	24 033	
- TVA	8 863	88 487	74 124	104 565	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 166	-5 892	-7 549	-5 464	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	5 681	164 614			16
Dette financière de l'Etat	19 747	2 174 090			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Dépenses de personnel	11 223	123 126	121 462	121 561
Dépenses de fonctionnement	6 168	58 120	59 913	59 845
Charges de la dette de l'Etat	74	36 974	34 759	34 759
Dépenses d'investissement	1 143	14 477	12 519	12 536
Dépenses d'intervention	9 650	148 552	125 365	119 606
Dépenses d'opérations financières	237	2 256	1 465	1 504
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	28 495	384 499	356 478	350 806
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	25 556	247 328	213 598	218 892
Recettes non fiscales	1 488	17 844	12 300	12 360
Prélèvements sur recettes	-5 978	-62 762	-57 483	-59 527
Fonds de concours	1 196	6 961	7 697	7 697
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	22 262	209 372	176 112	179 422
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	28 240	272 133	233 595	238 949
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-6 233	-175 127	-180 365	-171 384
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	60	678	6 514	7 094
Solde des comptes de concours financiers	-1 835	-5 504	-13 024	-11 519
Solde des comptes de commerce	-1 385	-1 179	-1 090	-1 090
Solde des comptes d'opérations monétaires	-7	1 510	904	904
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-3 166	-5 892	-7 549	-5 464
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-9 399	-181 019	-187 914	-176 848



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 223	123 126	121 462	121 561
Rémunérations d'activité	6 634	71 014	69 754	69 797
Cotisations et contributions sociales	4 549	51 423	51 048	51 106
Prestations sociales et allocations diverses	39	689	660	659
AUTRES TITRES	17 272	261 373	235 015	229 244
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	6 168	58 120	59 913	59 845
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 732	28 021	31 715	31 792
Subventions pour charges de service public	3 436	30 098	28 198	28 053
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	74	36 974	34 759	34 759
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	74	36 974	34 759	34 759
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 143	14 477	12 519	12 536
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	863	11 143	9 626	9 644
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	280	3 334	2 893	2 892
Titre 6 - Dépenses d'intervention	9 650	148 552	125 365	119 606
Transferts aux ménages	1 349	49 577	49 272	48 943
Transferts aux entreprises	4 521	65 194	46 769	41 421
Transferts aux collectivités territoriales	1 345	10 096	8 140	8 110
Transferts aux autres collectivités	2 435	23 524	21 155	21 103
Appels en garantie	0	160	29	29
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	237	2 256	1 465	1 504
Prêts et avances	48	343	236	275
Dotations en fonds propres	189	1 188	632	632
Dépenses de participations financières	0	726	597	597
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	28 495	384 499	356 478	350 806



	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2021		Cumul à fin novembre 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
unité : million d'€.					
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	165	258	2 650	2 524	2 565
Action de la France en Europe et dans le monde	125	144	1 636	1 552	1 518
Diplomatie culturelle et d'influence	16	88	688	677	730
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	25	326	295	317
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	347	397	3 753	3 780	3 488
Administration territoriale de l'Etat	201	216	2 095	2 084	2 009
Vie politique, culturelle et associative	54	58	347	343	179
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	92	123	1 312	1 354	1 300
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	286	381	2 812	2 690	2 460
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	159	273	1 696	1 617	1 407
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	73	52	566	529	504
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	55	57	549	544	549
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	449	500	5 121	4 990	2 804
Aide économique et financière au développement	207	49	1 095	1 244	975
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement ⁽¹⁾	0	0	1 420	1 420	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	242	451	2 606	2 326	1 828
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	236	36	1 902	1 634	1 706
Liens entre la Nation et son armée	5	7	34	32	21
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	230	29	1 785	1 518	1 598
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	83	83	87
COHESION DES TERRITOIRES	732	487	16 702	16 005	14 956
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	446	333	2 484	2 282	1 828
Aide à l'accès au logement	2	3	12 376	12 374	11 978
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	151	53	1 038	610	408
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	56	40	241	227	208
Interventions territoriales de l'Etat	19	6	81	53	39
Politique de la ville	58	52	481	459	496
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	65	71	638	646	626
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	45	49	396	404	385
Conseil économique, social et environnemental	2	2	44	44	44
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	19	198	197	198
Haut Conseil des finances publiques	0	0	1	1	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	239	355	3 244	3 161	2 901
Patrimoines	69	99	1 067	1 065	951
Création	79	102	947	881	811
Soutien aux politiques du ministère de la culture ⁽²⁾	67	68	676	667	609
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ⁽¹⁾	24	86	553	548	531
DEFENSE	8 116	3 811	53 554	45 327	42 969
Environnement et prospective de la politique de défense	353	162	1 729	1 563	1 425
Préparation et emploi des forces	1 911	1 093	13 925	9 952	9 488
Soutien de la politique de la défense	1 670	1 715	20 496	20 504	20 170
Equiperment des forces	4 182	842	17 404	13 307	11 887
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	60	67	699	690	642
Coordination du travail gouvernemental	51	60	590	596	553
Protection des droits et libertés	7	6	96	92	89
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽¹⁾	1	1	13	2	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 006	1 735	23 186	22 167	20 466
Infrastructures et services de transports	566	417	7 225	6 826	5 333
Affaires maritimes	23	19	164	153	145
Paysages, eau et biodiversité	14	33	221	221	175
Expertise, information géographique et météorologie ⁽²⁾	42	40	476	473	441
Prévention des risques	84	110	1 009	858	854
Energie, climat et après-mines	39	77	2 430	1 943	2 840
Service public de l'énergie	0	793	8 470	8 470	7 684
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	227	235	2 597	2 629	2 685
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	11	11	594	594	309



	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2021		Cumul à fin novembre 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
unité : million d'€.					
ECONOMIE	129	461	2 879	3 306	2 545
Développement des entreprises et régulations	47	94	1 072	1 071	1 524
Plan "France Très haut débit"	0	286	0	436	225
Statistiques et études économiques	39	40	381	380	398
Stratégies économiques ⁽²⁾	43	41	426	420	398
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽⁴⁾	0	0	1 000	1 000	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	88	78	36 640	36 926	34 803
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	63	63	36 380	36 380	34 450
Appels en garantie de l'Etat	25	0	260	235	29
Epargne	0	5	58	58	47
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	62	62	98
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	10	-120	191	179
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 425	6 384	69 543	69 325	67 814
Enseignement scolaire public du premier degré	1 988	1 988	21 603	21 601	21 150
Enseignement scolaire public du second degré	2 960	2 961	31 058	31 053	30 604
Vie de l'élève	434	424	5 899	5 860	5 620
Enseignement privé du premier et du second degrés	626	616	7 106	7 095	7 005
Soutien de la politique de l'éducation nationale	227	228	2 527	2 404	2 134
Enseignement technique agricole	190	167	1 351	1 312	1 300
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ⁽²⁾	851	849	9 148	9 095	9 084
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	650	645	6 899	6 847	6 890
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	82	74	828	822	782
Facilitation et sécurisation des échanges	119	131	1 421	1 426	1 412
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	153	196	1 548	1 519	1 533
Immigration et asile	129	170	1 149	1 136	1 189
Intégration et accès à la nationalité française	24	26	399	383	343
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	-345	442	13 200	2 919	2 004
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	-200	10	-360	220	287
Valorisation de la recherche	-36	76	-86	605	620
Accélération de la modernisation des entreprises	-109	0	-105	622	1 001
Financement des investissements stratégiques ⁽¹⁾	0	160	10 000	910	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation ⁽¹⁾	0	197	3 750	563	96
JUSTICE	702	858	8 296	8 874	8 312
Justice judiciaire	307	323	3 461	3 366	3 201
Administration pénitentiaire	293	394	3 009	3 675	3 450
Protection judiciaire de la jeunesse	72	86	854	822	780
Accès au droit et à la justice	4	6	512	512	454
Conduite et pilotage de la politique de la justice	26	50	457	494	422
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	4	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	137	29	661	564	911
Presse et médias	8	10	246	255	363
Livre et industries culturelles	129	19	414	309	548
OUTRE-MER	76	133	2 398	2 019	2 172
Emploi outre-mer	-32	25	1 551	1 359	1 670
Conditions de vie outre-mer	108	108	847	660	502
PLAN DE RELANCE ⁽¹⁾	2 271	837	26 771	15 033	0
Écologie ⁽¹⁾	1 145	365	9 347	2 999	0
Compétitivité ⁽¹⁾	807	279	4 825	2 408	0
Cohésion ⁽¹⁾	319	194	12 599	9 626	0
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	590	2 104	33 403	33 442	34 758
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	2 438	2 438	15 803
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	590	590	26 042	26 041	7 552
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	672	672	8 304
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	1 500	4 000	4 000	3 099
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19 ⁽¹⁾	0	14	252	291	0
POUVOIRS PUBLICS	0	0	994	994	994
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	13
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2021		Cumul à fin novembre 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
	unité : million d'€.				
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	527	3 121	28 654	27 945	26 969
Formations supérieures et recherche universitaire	113	851	13 681	13 701	13 508
Vie étudiante	125	385	2 977	2 885	2 516
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	76	1 522	7 187	7 020	6 266
Recherche spatiale	0	119	1 572	1 394	1 801
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	200	130	2 501	1 952	1 700
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	-14	82	407	674	753
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	109
Recherche culturelle et culture scientifique ⁽³⁾	0	0	0	0	4
Enseignement supérieur et recherche agricoles	27	32	328	319	312
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	421	362	6 039	5 939	6 028
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	353	283	4 168	4 068	4 157
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	68	68	810	810	754
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	11	1 061	1 061	1 117
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	306	349	4 283	3 697	3 151
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	285	326	4 013	3 508	2 976
Concours spécifiques et administration	21	23	270	190	175
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	9 746	9 761	122 895	123 497	130 195
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	7 047	7 062	114 517	115 119	120 718
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	2 699	2 699	8 378	8 378	9 476
SANTE	35	221	1 400	1 379	1 706
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	55	51	433	412	786
Protection maladie	-20	169	967	967	920
SECURITES	1 989	1 827	19 601	19 107	18 721
Police nationale	945	963	10 072	10 029	9 883
Gendarmerie nationale	1 007	774	8 889	8 429	8 314
Sécurité et éducation routières	6	7	39	33	33
Sécurité civile	31	83	602	616	491
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	338	466	25 689	24 591	25 976
Inclusion sociale et protection des personnes	284	290	11 974	11 357	12 663
Handicap et dépendance	3	5	12 595	12 093	12 231
Egalité entre les femmes et les hommes	7	6	45	36	30
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽²⁾	43	164	1 075	1 106	1 052
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation ⁽⁵⁾	0	0	0	0	0
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	122	161	1 966	1 337	1 069
Sport	119	76	639	522	397
Jeunesse et vie associative	3	82	614	591	548
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	3	713	223	124
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES⁽²⁾	29	39	702	380	246
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	7	11	332	70	20
Fonds pour la transformation de l'action publique	11	15	147	114	41
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques ⁽²⁾	2	3	11	12	5
Fonction publique	10	9	211	184	180
TRAVAIL ET EMPLOI	675	1 479	14 621	12 493	12 097
Accès et retour à l'emploi	491	423	6 147	5 914	5 329
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	122	991	7 714	5 897	6 111
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	3	6	148	81	77
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	60	60	612	601	580
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	36 967	38 256	545 590	507 996	486 673
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	27 221	28 495	422 695	384 499	356 478

⁽¹⁾ Création en LFI 2021

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2021

⁽³⁾ Suppression en LFI 2021

⁽⁴⁾ Création en LFR du 19/07/2021

⁽⁵⁾ Création en LFR du 01/12/2021



	Mois	Cumul à fin novembre		
		2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.	Novembre			
Impôt sur le Revenu (A)	11 580	88 023	86 385	86 385
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	247	3 635	3 719	3 903
Impôt sur les sociétés (C)	654	52 048	53 560	53 500
Impôt sur les sociétés	643	50 870	52 373	52 373
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	11	845	1 127	1 127
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	333	60	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	3 601	26 313	22 169	17 166
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	33	898	725	725
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	469	4 992	3 250	3 250
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	610	4	4
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	421	2 057	1 963	1 963
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	75	150	150
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	4	1	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	4	23	13	13
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	25	89	89
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	7	82	75	75
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	188	192	192
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	2	1	1
Prélèvements de solidarité	640	10 865	10 073	10 073
Taxe sur les services numériques	13	474	83	83
Taxe d'habitation sur les résidences principales ⁽¹⁾	1 929	4 475	4 710	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	16	975	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	2	2
Recettes diverses	66	568	836	543
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 907	18 203	14 136	7 760
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 104	146 387	132 277	162 718
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 223	36 216	31 546	31 420
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	55	527	372	372
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	157	162	162
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	36	20	20



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	298	3 221	2 017	2 017
Mutations à titre gratuit par décès	1 183	13 063	11 041	11 041
Contribution de sécurité immobilière	72	802	674	674
Autres conventions et actes civils	41	392	335	335
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	49	553	458	458
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	25	343	319	319
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	12	184	84	84
Timbre unique	48	258	180	180
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	40	501	523	523
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	465	9 252	9 157	9 157
Autres droits et recettes accessoires	0	5	4	4
Amendes et confiscations	4	39	27	27
Taxe générale sur les activités polluantes	404	793	628	628
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	4	44	46	46
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	12	127	127
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	47	46	46
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	17	22	22
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	574	574
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	26	25	25
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	248	2 244	1 725	1 725
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	68	362	469	469
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	38	352	288	288
Prélèvement sur les paris sportifs	38	720	505	505
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	10	95	97	97
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	49	1 022	1 071	1 071
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	53	588	538	413
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	35 317	370 826	343 792	362 851
TOTAL GENERAL (net de R&D)	25 556	247 328	213 598	218 892

(1) Création en LFI 2021



	Mois	Cumul à fin novembre		
		2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.	Novembre			
Dividendes et recettes assimilées (A)	21	3 408	4 271	4 331
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	21	2 110	4 061	4 061
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	0	26	86
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	0	607	182	182
Autres dividendes et recettes assimilées	0	690	2	2
Produits du domaine de l'Etat (B)	472	1 172	1 270	1 270
Revenus du domaine public non militaire	19	182	173	173
Autres revenus du domaine public	0	2	4	4
Revenus du domaine privé	5	222	205	205
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	447	763	508	508
Païement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1	2	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	380	380
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	285	2 317	1 456	1 456
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	55	397	312	312
Autres frais d'assiette et de recouvrement	81	992	850	850
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	7	34	34
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3
Autres recettes diverses	148	918	257	257
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	11	369	236	236
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	41	42	42
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	2	25	25
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	7	13	4	4
Intérêts des autres prêts et avances	1	169	55	55
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	113	97	97
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	13	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	3	17	7	7



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	597	2 028	4 142	4 142
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	501	1 085	1 399	1 399
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	31	191	73	73
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	12	11	11
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	62	673	2 596	2 596
Frais de poursuite	1	10	9	9
Frais de justice et d'instance	1	10	7	7
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	2	2
Divers (F)	103	8 552	926	926
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	1 205	196	196
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	15	58	66	66
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	12	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	5	6	6
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	4	4
Récupération d'indus	2	22	16	16
Recouvrements après admission en non-valeur	11	123	99	99
Divers versements de l'Union européenne	0	5 118	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	45	24	24
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	27	25	25
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	2	3	3	3
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	16	497	278	278
Produits divers	0	983	13	13
Autres produits divers	49	441	184	184
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	1 488	17 844	12 300	12 360

(1) Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2021	2020 retraité	2020 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 885	-39 722	-36 163	-38 208
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 002	-24 734	-24 733	-24 815
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-4	-4	-4
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-12	-26	-22	-22
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-998	-5 595	-5 180	-5 180
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	18	-840	-447	-2 409
Dotations élu local	-1	-101	-99	-99
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-38	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-453	-453	-466	-467
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	-324	-323	-323
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-242	-2 671	-2 677	-2 677
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-12	-420	-404	-404
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-15	-3	-3
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-98	-133	-133
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	0	0
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-8	-275	-284	-284
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-48	-48	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-15	-106	-122	-122
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-83	-83	-83
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	12	-91	-470	-470
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	-7	-11	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels ⁽¹⁾	-141	-3 118	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises ⁽¹⁾	0	-1	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 093	-23 040	-21 319	-21 319
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 978	-62 762	-57 483	-59 527
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	1 151	6 512	7 391	7 391
Fonds de concours - coopération internationale	46	450	306	306
TOTAL FONDS DE CONCOURS	1 196	6 961	7 697	7 697



	Mois de novembre		Cumul à fin novembre												
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes						
			2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté				
unité : million d'€.															
Comptes d'affectation spéciale	4 909	4 970	60 730	60 639	66 450	61 408	67 153	73 544	678	6 514	7 094				
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	59	138	659	849	849	1 563	1 210	1 210	905	361	361				
Développement agricole et rural	10	5	110	122	122	136	138	138	26	16	16				
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	59	33	272	267	267	346	344	344	74	77	77				
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	60	19	351	432	432	268	228	228	-83	-204	-204				
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	209	158	158	133	84	84	-77	-74	-74				
Participations financières de l'Etat	-129	106	4 640	5 146	5 146	4 118	10 426	10 426	-522	5 280	5 280				
Pensions	4 849	4 669	54 488	53 664	53 664	54 844	54 722	54 722	356	1 058	1 058				
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ⁽¹⁾	0	0	0	0	276	0	0	313	0	0	37				
Transition énergétique ⁽²⁾	0	0	0	0	5 535	0	0	6 078	0	0	543				
Comptes de concours financiers	9 828	7 993	110 824	113 660	111 745	105 319	100 636	100 226	-5 504	-13 024	-11 519				
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	467	120	7 778	7 795	7 795	1 262	1 236	1 236	-6 516	-6 559	-6 559				
Avances à l'audiovisuel public	310	443	3 409	3 473	3 473	2 022	1 560	1 560	-1 387	-1 913	-1 913				
Avances aux collectivités territoriales	8 968	7 430	98 313	101 195	99 280	99 985	97 523	97 112	1 672	-3 673	-2 168				
Prêts à des Etats étrangers	12	0	421	476	476	1 494	271	271	1 073	-205	-205				
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	70	0	903	721	721	557	47	47	-346	-674	-674				
Comptes de commerce	1 938	553	44 248	40 990	40 990	43 068	39 900	39 900	-1 179	-1 090	-1 090				
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	55	43	601	513	513	541	567	567	-60	54	54				
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	14	169	149	149	175	149	149	6	0	0				
Couverture des risques financiers de l'Etat	87	87	2 366	1 516	1 516	2 366	1 516	1 516	0	0	0				
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	88	47	633	567	567	644	595	595	11	29	29				
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 618	194	39 941	37 891	37 891	38 540	36 543	36 543	-1 401	-1 348	-1 348				
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	2	4	4	6	10	10	3	6	6				
Opérations commerciales des domaines	3	7	44	40	40	85	74	74	41	33	33				
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	3	24	20	20	25	19	19	1	-2	-2				
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
Soutien financier au commerce extérieur	69	158	468	290	290	687	428	428	219	138	138				
Comptes d'opérations monétaires	377	371	1 463	1 621	1 621	2 973	2 525	2 525	1 510	904	904				
Emission des monnaies métalliques	12	6	83	99	99	210	145	145	127	45	45				
Opérations avec le Fonds Monétaire International	365	365	1 359	1 512	1 512	2 755	2 365	2 365	1 396	853	853				
Pertes et bénéfices de change	0	0	21	11	11	7	16	16	-13	5	5				
TOTAL COMPTES SPECIAUX	17 052	13 886	217 264	216 911	220 806	212 769	210 215	216 195	-4 496	-6 696	-4 611				
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	16 687	13 521	215 905	215 399	219 295	210 013	207 850	213 831	-5 892	-7 549	-5 464				

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2021

⁽²⁾ Suppression en LFI 2020 à compter de 2021



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2021
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		193	-48	145
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	6	17
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	513	129	643
		Total organismes à caractère financier	717	87	804
		Régions	4 531	1 614	6 146
		Départements	8 247	1 968	10 215
	CEPL	Communes	26 806	1 443	28 250
		HLM	137	-84	53
		Autres	27 904	2 156	30 060
		Total CEPL	67 626	7 098	74 724
		Etablissements publics de santé	7 642	160	7 802
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	29 216	-9 796	19 420
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	16 351	8 124	24 475
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 284	1 506	5 790
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 726	787	2 514
		Total établissements publics nationaux	51 577	621	52 198
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 224	-5 108	10 116
		Union européenne	2 145	3 324	5 469
		Fonds et Fondations	58	4	62
	GIP	964	619	1 582	
	EPLÉ	2 510	439	2 949	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Autres correspondants	7 684	1 173	8 856	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	48	-48	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 263	2 186	13 450	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	156 195	8 368	164 563	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		35	17	51
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	Total Comptes à terme		35	17	51
Total Passif (A)			156 230	8 385	164 614
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			156 229	8 385	164 614



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2021
Titres négociables (A)	2 000 986	144 030	2 145 016
Titres négociables à moyen et long terme	1 839 378	139 841	1 979 219
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 839 378	139 841	1 979 219
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 619 368	131 420	1 750 788
- <i>taux variable</i>	199 932	8 498	208 430
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	161 608	4 189	165 797
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	161 608	4 189	165 797
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	29 208	-134	29 074
TOTAL (A+B+C)	2 030 194	143 896	2 174 090



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2020 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2020 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2021.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrevements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.